

La Résistance démythifiée

Lucien Blau a écrit un mémoire de maîtrise sur l'histoire de la Résistance luxembourgeoise au cours de la 2^e Guerre Mondiale. Si son analyse de la sociologie des résistants laisse encore ouverte certaines questions, celle de leur idéologie détruit d'ores et déjà certains mythes attachés à cette Résistance. L'étude présentée est un bel exemple comment des recherches historiques remplissent une fonction de critique politique.

On pourrait croire que tout a été dit sur l'activité des résistants au Grand-Duché au cours de la dernière guerre mondiale. Personne ne met en doute le courage, l'esprit de sacrifice, voire l'héroïsme de ces hommes et de ces femmes dont des centaines sont morts pour la patrie et des milliers ont souffert dans les geôles nazies. Pourtant une certaine approche parfois hagiographique de cette époque douloureuse de notre histoire nationale a eu tendance à mythifier la Résistance, en passant sous silence que cette défense de notre identité nationale cachait aussi des intérêts personnels et parfois des réactions xénophobes. C'est dans cette optique que Lucien BLAU a présenté en 1984 à l'université de Metz un mémoire de maîtrise portant sur

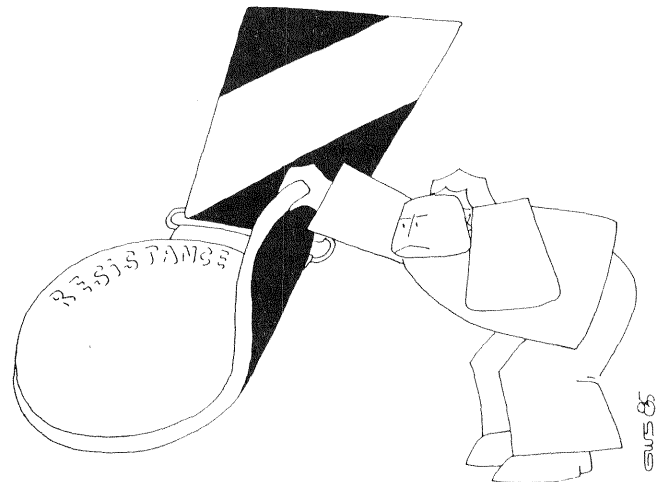
LA RESISTANCE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG (1940-1945). SOCIOLOGIE, IDEOLOGIES ET PROGRAMMES.

ment national (sauf peut-être la LPL, mais il y a eu deux groupements de ce nom, l'un à Clervaux, l'autre à Echternach et il n'a pas été possible d'en faire la distinction dans l'analyse des renseignements fournis par le CNR). Près de 4% des résistants de l'échantillon sont même d'origine étrangère, ce que l'auteur oublie de relever. Quant à l'origine sociale des résistants, Blau dénote une nette prédominance des classes moyennes notamment des professions à formation militaire, mais dans le bassin minier les ouvriers n'ont pas manqué non plus.

Ces quelques résultats quantifiés - nuancés pour les trois grandes organisations LVL, LPL et LRL - permettent déjà de dire que la Résistance n'a jamais existé, mais qu'il y a eu des résistances socialement et géographiquement typisées. Cette constatation ne semble pouvoir être mise en cause,

Une analyse quantitative

Dans une première partie, L.BLAU tente l'amorce d'une analyse quantitative de la Résistance. Il s'appuie à cet effet sur les données du "Conseil National de la Résistance" (CNR) concernant les 1352 détenteurs du "titre de résistant". Il analyse leur âge et leur sexe, leurs origines géographiques et sociale. De cette première partie se dégage que la Résistance a avant tout été le fait d'hommes jeunes: en effet, seulement 17,5% des résistants sont des femmes et 47,3% des hommes ont moins de 26 ans. La Résistance a été avant tout un fait régional: chaque organisation a eu son fief géographique plus ou moins précisément délimité, aucune ne peut se prévaloir d'un caractère réelle-



même si on maintient quelques réserves quant au critère de base du jeune chercheur. L. Blau oublie, en effet, de discuter la représentativité des 1352 porteurs du "titre de résistant". Il faudrait p.ex. tenir compte du fait que le titre n'a été créé qu'en 1967 et qu'à ce moment une partie des résistants les plus âgés étaient déjà morts, ce qui modifie la structure d'âge dégagée de l'échantillon. Il faudrait aussi connaître les critères du CNR pour l'octroi du titre: ainsi on apprend chez Blau qu'en général les membres du Parti Communiste n'y ont pas droit. (Il est vrai que le Commissaire, M. A. L. Raths, a démenti cette affirmation quand je l'ai interrogé à ce propos.) Finalement la distinction entre lieu de naissance et lieu de domicile (au moment d'obtenir le "titre de résistant") montre que L. Blau a été sensible au fait que les données géographiques ne sont pas très sûres. Il a raison d'étudier en premier lieu l'implantation géographique des trois organisations les mieux représentées dans l'échantillon; mais n'aurait-il pas été plus intéressant de comparer avec l'ensemble des 1352 résistants, dont 619 ont déclaré ne pas avoir été organisés? Cependant L. Blau a une excuse de taille: quel autre échantillon trouver? Qui pourrait fournir des données plus éloquentes et plus sûres?

Une idéologie plurielle

Dans la deuxième partie de son mémoire L. Blau analyse l'idéologie, les motifs et les programmes des organisations de la Résistance. S'il est vrai que la Résistance est par essence un mouvement clandestin, qui efface ses traces et ne met pas tout par écrit, le peu de sources écrites dont l'auteur a pu disposer lui ont pourtant permis une analyse fort convaincante des différents courants de la Résistance, rompant définitivement le mythe d'une Résistance nationale, unie, au-dessus des clivages sociaux et politiques. La guerre n'a pas plus uni le peuple qu'il ne l'était auparavant, même si davantage de gens ont sans doute pris conscience de leur identité nationale, d'un des facteurs constitutifs de leur personnalité, à côté de leur position sociale, de leur sexe, etc., et même si certaines victoires collectives ("referendum" avorté du 10/10/1941, grève générale du 31/8/1942) sont là pour prouver que la collaboration était possible et pouvait être fort efficace (cf. G. Trausch, Le "referendum" du 10 octobre 1941 dans sa signification historique, in: LW, 10/10/1981, et G. Trausch, La "grève générale" du 31 août 1942 dans sa signification historique, in: LW, 28/8/1982).

Dans son analyse idéologique L. Blau se laisse guider par la question de Boris Mirkine-Guetzevitch à propos de la Résistance française: "La Résistance fut-elle uniquement une action patriotique, une lutte contre l'envahisseur du pays et de ses alliés de Vichy, ou bien un ensemble national et révolutionnaire (...) impliquant un changement radical ou limité de la vie politique et sociale?"

L. Blau arrive à distinguer au moins deux courants, l'un de droite, l'autre de gauche. Mais à côté d'eux il y eut aussi des groupements sans programme idéologique défini qui se sont chargés essentiellement de questions pratiques telles que le passage clandestin de fugitifs politiques. Comme exemple L. Blau donne la LRL implantée dans le sud du pays. Il faudrait sans doute y ajouter la grande masse des résistants qui n'étaient affiliés à aucune organisation.

Un des mérites de L. Blau sera d'avoir réhabilité la résistance des communistes, mais dans une approche parfaitement critique. Il montre fort bien comment le PCL s'est empiêtré dans des contradictions et comment il a dû, au gré des circonstances extérieures, prendre des virages politiques qui ne correspondent guère à l'image d'un parti idéologiquement sûr, qu'il voudrait donner de soi. Son alignement sur Moscou l'a longtemps fait hésiter avant de reconnaître l'ennemi principal dans le fascisme allemand, et la social-démocratie restera jusqu'au bout un rival à combattre. Même au moment où il prônera, depuis mai 1942, la politique du front unique contre l'envahisseur on ne peut se défaire de l'impression que d'autres buts politiques priment. Une tentative de collaboration avec le groupe ALWERAJE, à l'initiative de Jean Kill, restera controversée à l'intérieur du PCL jusqu'à nos jours. Cela n'enlève bien sûr aucun des mérites du PCL qui a, peut-être mieux que d'autre, su faire une analyse globale du nazisme et des intérêts économiques qui le portent et en tirer un programme politique clair pour l'après-guerre. Pour le PCL, la lutte contre l'occupant n'est qu'une première étape vers un changement radical de la vie politique et sociale.

Mais le PCL n'est pas le seul mouvement que la poursuite de buts politiques précis a empêché de collaborer avec d'autres organisations de résistance. Ainsi le règlement d'admission du LVL stipulait expressément que le candidat ne devait pas appartenir au PCL, ni être soûlard (sic)! Le chapitre consacré à la résistance de droite (LVL, LPL-Clervaux, Unio'n), souligne que celle-ci est essentiellement composée de gens du nord du pays, d'origine paysanne. Dans leur engagement la motivation religieuse joue un rôle prépondérant et L. Blau relève que ces organisations vouent un "culte marial" (L. Blau) à la Grand-Duchesse Charlotte, fait qui est unique dans les pays occupés. (Même le PCL ne mettra guère en cause la monarchie.) Mais que le LVL adopte l'antisémitisme de son adversaire nazi, que l'"Unio'n" revendique un "Lebensraum" pour le peuple luxembourgeois dans les termes mêmes de "Mein Kampf", semble indiquer que la propagande nazie a eu ses adeptes jusque dans les rangs des résistants. Il est vrai que cette idéologie avait fait son chemin depuis bien longtemps. Dès 1933 Batty Esch prônait dans le "Luxemburger Wort" des conceptions corporatistes inspirées de l'exemple autrichien ainsi que du rexisme belge de L. Degrelle dont la parenté avec le fascisme italien, voire le national-socialisme hitlérien ne peut être niée. Ce corporatisme antiparlimentaire élitiste, farouchement opposé aux partis et à la politique politicienne, se retrouve clairement dans le programme de la LVL. En tout cas, la droite aussi a des idées bien arrêtées sur ce qui doit se faire après la guerre. Qu'on veuille appeler un tel projet politique "révolutionnaire", comme l'ont fait les nazis, n'est après tout, qu'une question de définition. La lutte contre l'occupant, de ce côté-ci encore, n'est pas le seul mobile de la Résistance. Et entre ces extrêmes, LVL à droite, PCL à gauche, il y a place bien sûr pour d'autres projets politiques encore, pour le socialisme humaniste des LFK, p.ex.

Il faut bien se rendre à l'évidence: Pour les résistants organisés, les seuls dont L. Blau a analysé les traces, le principal motif ne semble pas avoir été leur désir de liberté ou l'idéal démocratique, mais leur nationalisme, teinté de socialisme à la moscovite pour les uns, de corporatisme antiparlimentaire pour les autres. A propos de la



résistance de droite L.Blau va même jusqu'à poser la terrible question: "Ne serait-ce donc qu'une lutte pour le pouvoir entre deux conceptions d'extrême-droite, dont l'une a l'avantage de pouvoir revendiquer pour elle sa 'légitimité nationale'" (p.66). Dans la lutte contre l'occupant - première branche de l'hypothèse de départ formulée par B. Mirkine-Guetzevitch - c'est le patriotisme, voire le nationalisme qui réunit tous les courants de la résistance. On le voit fort bien dans leur lecture de l'histoire luxembourgeoise: insistance sur les empereurs "luxembourgeois", glorification de Jean l'Aveugle et des paysans du "Klëppelkrich", dénigrement des "dominations étrangères" de 1443 à 1839, ... Une telle conception historique n'est bien sûr pas nouvelle; elle remonte au 19^e siècle quand naît un Etat luxembourgeois sans qu'il y ait un peuple avec une conscience nationale (cf. Gilbert Trausch, Les Luxembourgeois face aux étrangers. Les débuts d'un long débat, in: "Lëtzebuerg de Lëtzebuerg?", Editions Guy Binsfeld, à paraître). On comprend ici comment fonctionne le mythe historique en tant qu'élément d'une idéologie, en tant que phénomène mental constitutif d'une identité sociale au moins au même degré que des phénomènes économiques ou sociaux (G.Duby).

Des mythes qui persistent

Et cette lecture mythique de l'histoire nationale continue de nos jours. Il est toujours mal vu de mettre en question ces thèmes de la mythologie luxembourgeoise, sans doute parce qu'on détruirait en même temps un des rares facteurs d'unité de la Résistance. Mais celle-ci est-elle même devenue un mythe: l'union nationale dans la Résistance - démythifiée ou même démythifiée par le travail de Lucien Blau - fait partie pour toute une génération des éléments constitutifs du sentiment national, et Fernand Hoffmann vient encore de regretter que parmi les jeunes cela ne semble plus être le cas (cf. "nos cahiers", No 2/1984, p. 219 ff).

Et ces mythes ont leur fonction politique actuelle. Ainsi l'adoration que la droite vouait à la Grande-Duchesse perdue sous forme de tabou qui interdit de mettre publiquement en question l'opportunité du régime monarchique, de réclamer la république, y compris jusque dans les partis de gauche. Et le mythe de la Résistance nationale, unie, sauvegardant le pays face à l'occupant qui n'a d'autre but que de le germaniser, est un puissant

argument dans les débats contre les dangers (mythiques eux aussi) que courrait notre identité nationale aujourd'hui de la part d'étrangers venus pacifiquement parce que nous en avons besoin. Le nationalisme occupe les consciences toujours davantage que l'amour des droits de l'homme et de la démocratie toujours proclamé dans les discours officiels.

Le travail qu'a entrepris L.Blau n'est pas terminé. Tel qu'il est là, et vu les conditions souvent désastreuses (de temps surtout) dans lesquelles ce genre d'exercice doit se faire, il souffre de quelques imperfections matérielles. Certains chapitres seraient à creuser davantage aussi. Certaines interprétations de détail seraient à discuter, à nuancer. (La mentalité paysanne est-elle une explication suffisante du sens de la hiérarchie et du monarchisme quasi-religieux de certains résistants? Le culte voué à la Grande-Duchesse s'explique-t-il en dernière analyse par l'exigüité du pays d'après le schéma: plus on est petit, plus on est "enfant", et plus on a besoin d'une mère protectrice plutôt que d'un père fonceur?...) Peut-être les témoignages oraux que le ministre Robert Krieps a fait enregistrer au magnétophone depuis 1974 permettent-ils déjà un approfondissement dans le cadre du mémoire de stage pédagogique que L. Blau s'apprête à aborder. Mais tel quel le mémoire écrit à Metz constitue déjà un solide outil de travail que la recherche historique tout comme l'analyse politologique ne pourront plus ignorer.

m.p.
L'ouvrage n'est pas en vente. Un exemplaire peut être consulté à la Bibliothèque Nationale.

Briques de solidarité

L'ASTI et l'UNIAO s'installent dans leur nouveau siège, 10, rue Auguste Laval à Eich.

La ville de Luxembourg fait un effort très important pour aménager la maison.

Un lieu de rencontre et de réunion, un centre de documentation et un foyer de jour seront les principales caractéristiques de ce siège, à côté des cours de langue et des consultations juridiques gratuites.

Les deux associations ont pris en charge l'équipement de la maison, son ameublement. Ceci comporte de très lourdes dépenses et l'UNIAO et l'ASTI lancent un appel aux lecteurs de "forum" de les soutenir par l'achat d'une brique de solidarité. Vous fixerez vous-même la valeur de votre brique en versant un montant au CCP 65296-15 de l'ASTI.

"forum" ne manquera pas de tenir ses lecteurs au courant des travaux et des activités du nouveau siège des deux associations ASTI et UNIAO.